



L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

Dossier

**Les Roms,
citoyens européens
mais parias**

Pages 6 et 7

n°190 – 11 avril 2013 – 1,20 €

www.npa2009.org

Ils s'enlisent dans les affaires...



Il nous faut une mobilisation de rue, une révolte sociale, pour arracher une démocratie sociale, autogestionnaire, au service des besoins de toute la population. Il est temps qu'un mouvement des indignés voit le jour au printemps!

page 4

LE FN ET LES AFFAIRES Passer à l'offensive contre l'extrême droite

LA DROITE Leur République « irréprochable »

MARSEILLE La mafia politique

CORBEIL-ESSONNES (91) La démocratie du fric et des menteurs

Les casseroles de gauche succèdent donc aux casseroles de droite. L'affaire Cahuzac met à nouveau en lumière tous les dysfonctionnements du système: la crise politique, qui accompagne partout en Europe la crise économique sans fin, s'invite aussi en France. Les temps de chaos économique sont aussi ceux des bouleversements politiques. Ces derniers percutent les partis, de droite comme de gauche, qui se carbonisent toujours très vite à l'exercice du pouvoir, du fait de l'impopularité

des mesures d'austérité qu'ils imposent. Le rythme s'accélère et ne laisse plus aux partis institutionnels d'opposition le temps nécessaire pour se refaire une santé avant de revenir aux affaires, dans le cycle bien huilé de l'alternance électorale.

République des affaires, république financière
L'affaire Cahuzac n'en est donc qu'à ses débuts, et François Hollande s'est ridiculisé en annonçant qu'il ne s'agissait que de la faillite d'un homme

SUITE PAGE 2



Agenda

12 avril, meeting du NPA et d'AL «Contre les licenciements, quelles alternatives?», Nantes. Avec entre autres Philippe Poutou. RV à 20h à l'ex-manufacture des Tabacs, bv Stalingrad à Nantes.

13 et 14 avril, 1^{er} Forum citoyen pour la transition énergétique, Ardèche. À Villeneuve-de-Berg, épicerie de la lutte contre les gaz de schiste. Le NPA tiendra un stand avec Le MOC (Objecteurs de croissance) et participera au débat organisé par les Alternatifs sur «Services publics : contribution des citoyens et mode de gestion» qui se tiendra le samedi de 14h à 16h.

15 avril, café-débat «S'opposer à l'intervention au Mali», à Metz. «Les dessous de l'intervention française au Mali. Pourquoi et comment s'opposer à cette guerre?» RV à 19h30 au café Jehanne-d'Arc à Metz (place Jehanne-d'Arc, face aux Trinitaires).

16 avril, Les politiques antidrogue sont un fléau. En est-il d'autres possibles?, Paris. Débat organisé par la société Louise-Michel. Avec Anne Coppel, Pierre Chappard et Jean-Pierre Couteron. RV à 19h à la Maison des associations du 10^e, 206 quai de Valmy 75010 Paris, M^o Jaurès ou Louis-Blanc.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

SUITE DE LA PAGE 1

et surtout pas d'un système. Chaque jour draine son lot de nouveaux scandales, sans pour autant nous faire oublier les anciens. Du coup, lorsque la droite parle de moralisation en politique, on pourrait rire... si le passif n'était pas si lourd. On attend avec gourmandise le moment où Eric Woerth demandera des comptes et de la transparence au gouvernement socialiste ! Quant à Hollande qui prétendait voir en la finance son adversaire durant la campagne présidentielle, il s'est trouvé un trésorier de campagne qui a lui aussi investi dans les «comptes offshore». Comme quoi, si la finance n'a pas de visage aux yeux de Hollande, elle a au moins su avoir une oreille auprès de lui ! La réalité des relations étroites entre la classe politique et le monde de la finance rattrape donc la vie politique. La V^e République et «la République exemplaire» sont bel et bien incompatibles. Dans ce système, la V^e République confisque le pouvoir de tous au profit de quelques-uns et même d'un seul (le président qui détient des pouvoirs exorbitants, politiques, diplomatiques, militaires, nucléaires...). Dans ce système, le capital fait la loi, en bonne entente avec les politiciens qui appliquent docilement ses recommandations. Et pour leur retraite, il envoie ses bons serviteurs siéger au sein des conseils d'administration des entreprises du CAC 40. Dans ce système, un ministre socialiste et des anciens du GUD (groupuscule d'extrême droite) dont certains proches de Marine Le Pen, savent à la fois sceller leur amitié autour de l'argent roi et réclamer aux classes laborieuses de se serrer la ceinture, histoire de lutter contre les déficits publics.

Rupture pour une véritable démocratie sociale
Cette V^e République est complètement disqualifiée. Une rupture politique radicale, cette nécessaire révolution démocratique et sociale, ne se résume pas à un changement de numéro ni à l'attente d'un quelconque sauveur suprême...



PHOTO THÈQUE ROUGE / ROMAIN HINGANT

En 2000, dans la rue, les Argentins clamaient : « qu'ils s'en aillent tous ! ». Ils ont raison. Mais, que les politiciens dégagent ne règle pas tout. Il ne s'agit pas de remplacer les unEs par les autres, en remaniant un gouvernement, ou en espérant un nouveau président de la République. Il s'agit de refonder un système démocratique, qui institue, constitue de nouvelles règles, de nouvelles lois, qui permettent la démocratie du bas vers le haut, à l'inverse des pratiques actuelles. Tant que la représentation politique restera dans les mains de quelques-unEs, celle-ci restera un métier dans lequel les beaux parleurs se bousculeront toujours pour faire carrière. Il est temps de déprofessionnaliser la politique : interdiction du cumul des mandats ; interdiction de faire plus de deux ou trois mandats au cours sa vie pour reprendre son travail et laisser la place à

d'autres ; fixation du revenu des éluEs à la hauteur du salaire moyen de la population, il n'y a pas de raison que des mandatés gagnent plus que ceux et celles qu'ils représentent ; révocabilité des élus : une proportion d'électeurs doit pouvoir convoquer un nouveau suffrage s'ils pensent que le mandat a été trahi ; désignation d'exécutifs représentant réellement les assemblées élues, etc. Il faut instituer la transparence intégrale sur les comptes publics et imposer quelques mesures phares : annuler la dette afin que les pouvoirs publics ne soient plus otages de la dictature des marchés financiers, lever les secrets bancaires, commerciaux ou industriels, supprimer les paradis fiscaux afin que l'argent volé (1 000 milliards d'euros en Europe !) soit enfin réinvesti au service de tous.

Olivier Besancenot et Roseline Vachetta

regards

Propos recueillis par Christine Schneider

Indonésie : après la grève générale d'octobre 2012



Entretien. En 1998, c'est la mobilisation des ouvriers et des étudiants qui a permis la chute de la dictature de Suharto. En 2012, la grève générale du 3 octobre a été suivie par plus de deux millions de travailleurs qui réclamaient l'abolition de la loi autorisant les entreprises à embaucher des travailleurs temporaires, sans avantages sociaux. Rencontre sur le mouvement ouvrier indonésien avec Anwar Maruf «Sastro», président du KPRI, Konfederasi Pergerakan Rakyat Indonesia, et du PRP, Perhimpunan Rakyat Pekerja, Association du peuple travailleur.

Quelles étaient les revendications de la grève ?
La grève générale était appelée par le Conseil du mouvement des travailleurs, une coalition de trois confédérations KSPSI, KSPI et KSBSI, syndicats «jaunes», qui font partie du conseil national tripartite sur les salaires. La majorité de ces syndicats a validé la loi du travail légalisant les contrats de travail temporaire (l'outsourcing). Alors que les travailleurs à la base se sont radicalisés, la direction de ces syndicats s'est rapprochée en coulisse des partis politiques bourgeois. La première revendication de cette coalition concernait la loi sur les prestations de sécurité sociale qui incluent la protection sociale pour l'ensemble de la société. Ce modèle d'assurance privée des programmes de sécurité sociale est soutenu par la Banque asiatique de développement et défendu par plusieurs partis bourgeois (PDIP et PKS), dont des leaders de ces confédérations syndicales sont aussi membres. La deuxième revendication importante était l'élimination des contrats temporaires, et la troisième, le rejet de la politique de bas salaires. C'est la deuxième qui a été la plus

reprise parce qu'elle partait directement des revendications des travailleurs.

Quelles sont les conséquences de cette grève ?

Tout d'abord, pour la première fois depuis les massacres de masse de 1965, les travailleurs ont pris grandement confiance en leur force organisée. Leur grève oblige le gouvernement national comme local à prendre en compte sérieusement les mouvements des travailleurs. Par exemple, le gouvernement local de Jakarta a augmenté le salaire minimum pour 2013 de près de 25%. Même si c'est loin du compte, l'augmentation peut être considérée comme une petite victoire. Les travailleurs commencent à penser que la lutte militante et organisée est le seul moyen de mettre en avant leurs problèmes. Quelque chose qu'il était très difficile de faire comprendre les années précédentes. Deuxièmement, il y a une dynamique de discussion et de débat dans les syndicats sur ce qu'est la classe ouvrière aujourd'hui à cause de la flexibilité du marché du travail. Les syndicats ont eu un succès, quand après le 3 octobre des actions de masse dans les régions

industrielles ont été lancées pour obtenir des statuts permanents pour les travailleurs précaires. Des dizaines de milliers d'ouvriers temporaires ont vu leur contrat de travail transformé en contrat permanent. La troisième et la plus importante conséquence de la grève nationale d'octobre est le développement de la conscience politique parmi les travailleurs. Leur appel pour une grève nationale est le signe qu'ils ne se limitent plus à l'horizon de leur seule usine. Les travailleurs n'ont plus peur de parler politique pendant leurs luttes. Même s'il existe encore de grandes différences entre les travailleurs sur la stratégie et la tactique en ce qui concerne la conquête du pouvoir et de l'État. Néanmoins la grève nationale a permis d'atteindre une nouvelle étape, un point de non-retour.

Quelle ont été les autres étapes à l'échelle nationale ?

Dans les années 2000, quand le projet de législation du travail a été ratifié, il n'y a pas eu de grande réaction. Peut-être parce que les conséquences de la libéralisation du marché du travail ne se faisaient pas encore ressentir. La

première phase a commencé lors la manifestation à l'échelle nationale du 1^{er} mai 2006 initié par l'ABM, Alliance de Résistance ouvrière, et suivie par les masses organisées dans les syndicats jaunes. Cette action a permis de rejeter la révision de la loi sur le travail. Après cette petite victoire, les travailleurs indonésiens sont devenus familiers avec les actions de masse et pas seulement pour les ouvriers de l'industrie, mais également pour les travailleurs de l'administration comme ceux des entreprises d'État. Les alliances ou les coalitions ont pris plus d'importance. Comme de simples syndicats ne sont jamais capables de résister à une large échelle, ils fondent des alliances ou des coalitions. La grève des travailleurs du service aéroportuaire en 2007-2008 a été d'une grande importance dans l'histoire du mouvement des travailleurs car elle a réduit la distance et a renforcé la solidarité entre les ouvriers et les employés de bureaux. Elle a initié l'Alliance nationale de solidarité (KSN) qui a donné naissance à une confédération indépendante de fédérations de plusieurs secteurs, la Confédération nationale syndicale (KSN).

ACCORD EMPLOI

Abrogation de la loi de régression sociale

Alors que le gouvernement recule sur bien des sujets, il y a un terrain sur lequel Hollande et Ayrault restent droit dans leurs bottes : faire passer dans la loi l'Accord national interprofessionnel Medef-CFDT-CFTC-CGC dit de «sécurisation de l'emploi»...



Le 9 avril à Paris. PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Une semaine de débat à l'Assemblée nationale est prévue, avec une procédure d'urgence. Avant comme après le vote, l'enjeu est bien la capacité du monde du travail à construire une opposition aussi déterminée et présente sur le terrain social que la droite radicalisée l'est par exemple contre l'égalité des droits. Le Medef à l'attaque, avec l'appui du gouvernement. L'objectif est l'application dès le mois de juin de cette loi partout où les patrons voudront l'utiliser contre leurs salariéEs. Le 6 mars déjà, Renault annonçait la signature pour tout le groupe d'un accord de compétitivité après plusieurs mois de mobilisation des salariés contre ce projet. La direction de PSA a annoncé fin mars que dès que les syndicats auraient signé le PSE supprimant 11 200 emplois, elle envisageait (si possible dès le mois de mai) de proposer de supprimer à Poissy l'équipe de nuit et d'augmenter

d'une heure à une heure et demie par jour le temps de travail, avec l'objectif de réduire de 600 euros le coût de production d'une voiture. Et dans nombre d'entreprises moins médiatisées, les patrons mettent en place le même type d'accords. Le projet gouvernemental vise à alléger encore davantage les obligations des employeurs et à réduire les droits des salariéEs et des syndicats qui voudraient s'opposer aux attaques patronales. Le gouvernement et le PS ne s'embarrassent pas de scrupules pour justifier leur politique. Cette loi permettra «d'éviter les licenciements» a déclaré Sapin, ministre du Travail, en ouverture du débat le 2 avril. Les salariéEs de Continental Clairoux qui avaient subi une expérimentation de ce genre, deux ans avant la fermeture pure et simple, apprécieront. Quant aux différences avec les propositions d'accords de compétitivité et de flexisécurité proposés par Sarkozy,

le gouvernement se réfugie derrière les amendements de l'UMP pour faire mine d'y voir des désaccords.

Des contradictions paralysantes

Les faiblesses de la riposte du monde du travail expriment à la fois un rapport de forces dégradé et les contradictions internes aux organisations syndicales. D'un côté, la troïka CFDT-CFTC-CGC se fait la meilleure défense du projet. De l'autre, les opposants refusent de s'engager dans une opposition résolue. Une contradiction patente chez FO lorsque, malgré les déclarations de la direction contre l'ANI, les délégués centraux du syndicat chez Renault signent les accords qui en sont une déclinaison, ou qu'à PSA, les délégués soutiennent le plan de licenciement de la direction jusque devant les tribunaux. Le tout sans être désavoués par leur direction. Contradiction à la FSU qui appelle à la manifestation du 9 avril, mais n'y met aucune force pour la réussir.

Contradiction enfin à la CGT, quand nombre de délégués au congrès confédéral réclamaient que le retrait du projet de loi soit l'objectif revendicatif dans la résolution d'actualité, ce qui a été refusé par la direction. Le fond de ces tergiversations a été clairement formulé par Thierry Le Paon, nouveau secrétaire général de la CGT qui refuse d'être une «opposition» au gouvernement. Il déclarait ainsi le jour de la manifestation que le gouvernement a «une oreille droite bien ouverte aux revendications du Medef, et une oreille gauche un peu bouchée»: la manif avait donc pour objectif de «souffler dedans très fort, de manière à ce qu'il puisse entendre nos revendications»...

Une riposte qui reste à construire

Après 6 jours de débats et des manifestations syndicales nettement en recul par rapport à celles du 5 mars, les députés PS ont voté leur loi grâce à l'abstention de la droite et d'une partie de la gauche du PS et des élus EELV. Les députés du Front de Gauche et sept députés PS ont voté contre ainsi que les deux du FN. Mais ce vote n'enterme pas la colère, bien au contraire: l'abrogation est à ajouter aux revendications du monde du travail contre ce gouvernement. Des luttes, comme celle contre le CPE, ont réussi à contraindre un gouvernement à abroger une loi qu'il venait de faire voter. Mais pour cela il faut être capable de construire une mobilisation de toute la population qui s'appuie sur la force du monde du travail, sa capacité de paralyser l'économie par la grève. Encore faut-il pour cela se sentir entièrement légitime, en toute indépendance de ce gouvernement qui n'est pas le nôtre. Parce qu'il le vaut bien!

Cathy Billard



Par Christine Poupin

EN MAI, LA RUE À NOUS... ENFIN!

17 novembre, 13 janvier, 24 mars, tout ce que le pays compte de réactionnaires et d'homophobes ont occupé la rue contre le droit au mariage pour toutes et tous. Il faut bien se l'avouer, c'est l'opposition de droite – voire d'extrême droite – au gouvernement qui tient le haut du pavé. Et maintenant que la crise politique éclate, que les partis de l'alternance, les partis de l'austérité, sont rattrapés par les affaires dans lesquelles leurs dirigeants se sont vautrés, il ne suffira pas de dénoncer les liens intimes, légaux et illégaux, de la politique et de la finance concernant aussi le Front national et la famille Le Pen, pour écarter le danger de voir l'extrême droite bénéficière de cette crise. Oui la corruption du personnel politique provoque le dégoût et le rejet. Mais elle ne doit pas conduire à l'abattement et à l'impuissance.

Au contraire nous devons descendre dans la rue, le 1^{er} mai et le 5 mai pour dire que c'est leur «évasion fiscale» qui fait le déficit – et pas notre santé, nos retraites ou nos salaires – et qu'ils n'ont aucune légitimité pour nous imposer austérité et sacrifices, réduction des budgets sociaux et destruction des services publics, mise à mort du droit du travail et pillage de la protection sociale... Descendre dans la rue et discuter, échanger idées et propositions pour une démocratie réelle et l'égalité totale des droits entre toutes et tous. Bref, reprendre la main et l'initiative collective, pas seulement pour dire qu'ils ne nous représentent pas, mais pour commencer à dire comment nous voulons nous représenter nous-mêmes et décider de nos vies. Nos exigences sont indissociablement politiques, démocratiques et sociales. Les manifestations du 1^{er} puis du 5 mai ne sont pas un partage des tâches entre un mercredi revendicatif et social et un dimanche politique. Elles sont plutôt l'occasion de passer deux couches d'une même peinture afin qu'elle tienne mieux! Dans la foulée, le 11 mai, nous prendrons la rue ou plutôt nous encerclerons la ZAD à Notre-Dame-des-Landes où il est désormais possible que l'unité et la radicalité de la mobilisation fassent reculer le gouvernement et Vinci. Parce que l'Ayraultport est un symbole des grands projets productivistes, inutiles et destructeurs dictés par les pieuvres capitalistes et imposés aux populations par les élus, une première victoire dans le bocage serait un bel encouragement.

ÉVASION FISCALE

C'est eux les fraudeurs!

Malgré les discours à gauche comme à droite pour lutter contre la fraude fiscale, les évasions et fraudes fiscales se sont amplifiées, complexifiées et internationalisées.

L'affaire Cahuzac a montré que la fraude fiscale existait bel et bien et que contrairement à ce qu'on nous assène depuis des années, elle serait même mille fois plus importante que la fraude sociale, qui jusqu'à présent faisait la une des médias ou des rapports d'experts. Et pourtant, la fraude fiscale n'est pas un sujet nouveau. Tout comme Sarkozy précédemment, Hollande en a fait une de ses priorités... au moins dans les mots. La fraude fiscale est «une infraction à la loi commise dans le but d'échapper à l'imposition ou d'en réduire le montant». C'est un «sport européen» puisque que selon la Commission européenne «les pertes fiscales des États membres de l'UE» sont estimées à 1 000 milliards d'euros...

soit environ cinq fois le budget total de l'Union européenne! Mais malgré ce phénomène d'ampleur, la fraude, l'évasion fiscale reste un sujet tabou, en particulier en France. On n'en parle pas ou peu (sauf quand un scandale éclate) et il n'existe pas vraiment de rapport sur la question. Ou plutôt quand ces derniers existent, comme le rapport Bocquet de la commission d'enquête sénatoriale sur l'évasion fiscale de juillet dernier, on l'enterre bien vite.

Une opacité qui profite toujours aux mêmes

Et pourtant, la fraude fiscale atteindrait entre 60 et 80 milliards d'euros en France, selon un rapport de Solidaires-Finances publiques de janvier 2013, soit près de 20% des recettes

fiscales brutes. Ce qui représenterait le double des «économies» budgétaires inscrites dans la loi de finances 2013! Selon la commission d'enquête du Sénat, la seule évasion fiscale internationale est comprise entre 30 et 36 milliards d'euros, la commission précisant que cette fourchette est une fourchette basse... L'évasion fiscale internationale est importante, même si elle est tout particulièrement difficile à évaluer, notamment celle relative aux opérations souvent complexes des entreprises multinationales. Plus largement, les avoirs non déclarés des résidents fiscaux français atteindraient selon les estimations 274 à 600 milliards d'euros. Cette fraude est pratiquée par des particuliers fortunés qui s'expatrient mais aussi de grands

groupes multinationaux qui ont des entités dans les paradis fiscaux, comme les entreprises du CAC 40, ou des banques comme BNP Paribas ou la Société générale. Ces groupes transfèrent leurs profits dans les paradis fiscaux où la fiscalité est faible ou nulle et font apparaître des pertes en France. Pour combattre ces pratiques, il faudrait une tout autre politique qui augmenterait les emplois des agents en particulier aux finances publiques, supprimerait le secret bancaire, permettrait l'ouverture des comptes et développerait de véritables outils législatifs avec de véritables sanctions... Bref, une politique qui s'attaquerait à la propriété privée, à la puissance des plus riches.

Sandra Demarcq

MARSEILLE La mafia politique

Déjà mis en examen deux fois pour « prise illégale d'intérêt, trafic d'influence et association de malfaiteurs », les frères Guérini ont été placés en garde à vue le mardi 2 avril.

Cette fois-ci, rebelote : les deux frères étaient soupçonnés encore une fois d'avoir offert des marchés publics juteux pour des entreprises mafieuses en quête d'argent propre. Cette nouvelle affaire nous montre comment la classe politique marseillaise lie ses intérêts avec ceux des mafias locales, qui constituent une véritable gangrène pour les habitants des quartiers. Les élus prétendent lutter contre le fléau de la drogue dans les quartiers en apportant des réponses sécuritaires et autoritaires, alors que de l'autre côté certains leur donnent le contenu des caisses publiques.

C'est la collectivité qui paye...

Le plus alarmant dans l'histoire n'est peut-être pas tant ces histoires de détournement de fonds que la décision prise par le conseil général, y compris des élus PCF, de faire payer par la collectivité les frais de justice de Jean-Noël Guérini, président socialiste du conseil général des Bouches-du-Rhône. En somme, on décide de dépenser l'argent public pour payer les frais d'un escroc alors que la population du département en aurait bien besoin pour développer les services publics et lutter contre la pauvreté.

Et le pire dans tout cela, c'est que quasiment tous les élus, quelle que soit leur couleur politique, ont les mains prises dans toutes ces affaires. Le 14 janvier 2011, c'était Alain Belviso, un élu du PCF, qui avait été placé en examen pour détournement de fonds publics. Face à cela, c'est à la population elle-même de s'organiser pour virer ces escrocs.

Correspondant

CORBEIL-ESSONNES (91) La démocratie du fric et des menteurs

Alors que le ministre Cahuzac vient de démissionner pour fraude fiscale, une information judiciaire est ouverte par le parquet de Paris pour « corruption, abus de biens sociaux, blanchiment et achats de voix » lors des dernières élections municipales de Corbeil-Essonnes.

Dans le collimateur se trouve le célèbre avionneur Serge Dassault, alors maire avant de devenir inéligible. Différentes vidéos témoignant du système de corruption ont été remises à la justice.

Clientélisme sonnante et trébuchant

Malgré deux élections municipales déjà annulées par le Conseil d'État pour ce même motif en 2008 et 2009, le système d'achat de voix a perduré. On parle d'une enveloppe de 1,7 million d'euros pour l'élection partielle de 2010. Ces fonds ont transité par des jeunes corrompus par l'agent du grand patron. Mais l'un d'entre eux n'aurait pas redistribué l'argent de Dassault à ses destinataires et l'aurait gardé pour lui... Après avoir tiré sur un homme, il est aujourd'hui en cavale. Contrairement à Cahuzac ou Lagarde, le milliardaire Dassault n'est pas un caniche du grand capital, c'est un de ses représentants directs. C'est avec l'argent volé aux travailleurs qu'il a réussi à corrompre des électeurs pour s'acheter la ville, malgré une large opposition populaire.

À Paris comme à Corbeil-Essonnes, dégageons les voleurs. Contre la république du fric et des voleurs, le NPA est avec les Corbeillois pour construire une démocratie réelle, maintenant !

Correspondant

LE FRONT NATIONAL ET LES AFFAIRES



La crise politique engendrée par le scandale Cahuzac n'est pas seulement révélatrice des rapports étroits qu'entretient le pouvoir socialiste avec la finance internationale et ses fraudeurs au fisc. Elle met en évidence, une nouvelle fois, la porosité de certains de ses membres avec la racaille fasciste, ennemi mortel de la classe ouvrière et de tout projet d'émancipation.

Les liaisons dangereuses

En nommant ministre délégué au Budget un chirurgien riche grâce à sa clinique spécialisée dans la chirurgie esthétique et aux émoluments perçus à la faveur de son rapport privilégié avec les laboratoires pharmaceutiques, l'Élysée et Matignon commettaient une première erreur de casting. Mais qui pourrait encore croire que les coupables et durables amitiés de cet individu avec

des fascistes notoires, membres du GUD, aient pu échapper à la vigilance des services de l'Élysée ou aux flics des Renseignements généraux ?

L'exemple vient certes de loin, et les laudateurs actuels de Mitterrand feraient bien de se souvenir de la fidélité mémorielle que ce dernier entretenait envers le maréchal Pétain, dont il n'a pas hésité à aller fleurir la tombe alors qu'il était président,

et de son amitié indéfectible envers le collabo René Bousquet avec qui il déjeunait régulièrement.

La nausée

La stratégie, à long terme, mise en œuvre il y a plus de dix ans par Marine Le Pen, de lissage du profil du Front national, a permis à celui-ci de s'émanciper, au moins en partie, de l'image repoussoir qu'il véhiculait

au sein de la population, et d'inhiber hélas chez bon nombre de militants progressistes, toute capacité d'entreprendre une analyse de fond sur la spécificité du danger que représente, pour notre camp social, l'existence et la progression d'un tel parti. Fort de cette amnésie collective, et de l'absence de cadre unitaire pour lui faire face, celui-ci peut aujourd'hui prétendre, sans complexe, influencer sur l'orientation idéologique des campagnes de la droite, et se poser en alternative politique pour les prochaines élections. L'amplification de la crise économique, sociale et politique lui donne des ailes... À nous de les lui couper.

Les mains sales

« Mains propres et tête haute ! » Depuis sa création, le FN tente d'imposer l'idée qu'il serait un recours « éthique » face aux « politiciens corrompus... de droite comme de gauche ». Cette fable, insuffisamment dénoncée, ne résiste pas à un examen même sommaire de l'histoire du FN et à la longue liste des condamnations peu glorieuses qui ont été prononcées par des tribunaux, tant à l'encontre de ses cadres qu'à celle de ses simples adhérents (voir le site *Mediapart*).

On se souvient certes des dossiers les plus médiatisés, condamnation pour négationnisme ou incitation à la haine raciale, mais on oublie trop souvent les meurtres racistes, les agressions physiques... et les affaires. Ainsi, on oublie la gestion calamiteuse, voire mafieuse des municipalités qu'ils dirigeaient (Orange, Vitrolles ou Toulon). On oublie les conditions plus que douteuses par lesquelles Jean-Marie Le Pen a pu s'emparer de la fortune des ciments Lambert...

Les militants anticapitalistes doivent réinvestir le terrain de l'antifascisme, particulièrement dans l'épisode actuel d'une crise politique qui peut rapidement se transformer en crise de régime.

Alain Pojolat

LA DROITE

Leur République « irréprochable »

Ravis de sortir un peu de leurs propres errements, les ténors de la droite rivalisent depuis une semaine de déclarations enflammées contre le gouvernement socialiste. Ils se réjouissent de la mort d'une certaine image morale, hier encore orgueil de la gauche au pouvoir. Mais quelle est donc la légitimité de cette droite à manifester aussi bruyamment son indignation ?

Petit rappel. Depuis 30 ans, et en particulier sous les présidences de Chirac et Sarkozy, tous deux mis en examen, ce sont trente ministres ou secrétaires d'État qui ont dû démissionner ou pour lesquels une information judiciaire a été ouverte après des scandales financiers de nature et d'importance diverses. Parmi eux, Alain Carignon, Gérard Longuet, Pierre Bédier, Christian Blanc, Hervé Gaymard, Christian Estrosi, Michelle Alliot-Marie, Alain Juppé, Christine Lagarde, Eric Woerth... Associés à ces noms de ministres, et à d'autres, des noms d'affaires devenus célèbres : Clearstream, Karachi, Tapie, Bettencourt. Sans parler des cigares ou des voyages en jet privé payés par les fonds publics, les vacances de luxe chez les amis dictateurs, les rapports bidons mais bien payés...

L'État UMP au service du privé

À chaque fois, il y a eu abus de biens publics, ou détournement de des fins privées – pour des logements, financement de campagnes électorales, etc. – et souvent de curieux mélanges : des combinaisons avantageuses entre soit de profit industriel et soit de pouvoir politique. Les liens entre politiques et industriels, entre élus et barons de l'industrie et des médias sont à l'évidence étroits. À titre d'exemple, fin 2009, soutenue par une campagne médiatique massive et extrêmement angoissante sur les risques d'épidémie mortelle lié



PHOTO THÉQUE ROUGE / MILO

s à la grippe A, Roselyne Bachelot, alors ministre de la Santé, a commandé 94 millions de vaccins à différents laboratoires pharmaceutiques. Seules 5 millions de doses ont été utilisées, l'épidémie ayant été fortement surestimée. Mais l'État a dû payer 48 millions d'euros d'indemnisation à l'industrie pharmaceutique pour les vaccins

qu'il avait commandés mais qui n'ont jamais été utilisés. Un beau cadeau !

Ce ne sont pas des suites d'erreurs individuelles, de « fautes personnelles inexcusables », c'est bien le fonctionnement d'un système, d'une caste au service d'une classe.

Roseline Vachetta

MAROC

De l'affaire aux affaires...

En pleine tourmente liée à l'affaire Cahuzac et à ses suites, François Hollande vient de rendre visite à Mohammed VI au Maroc. L'agenda est sans surprise : faire des affaires et soutenir un pouvoir politique qui défend à merveille les intérêts des entreprises du CAC 40...

Accompagné d'une soixantaine de patrons, le chantier des accords avait déjà été préparé par la visite de Ayrault en décembre. Il s'agit de rattraper le retard accumulé par la France sur l'Espagne qui lui a pris la moitié des parts du marché marocain. La France, qui compte réaliser le TGV, ne cache pas son ambition de remporter la deuxième tranche de la centrale solaire de Ouarzazate, et de réaliser et gérer le plus grand parc éolien à Tarfaya... en plus des contrats dans le domaine ferroviaire, tramway, métro, de l'agro-alimentaire et de l'épuration des eaux ! Une station d'épuration construite par une filiale de GDF-Suez a d'ailleurs été inaugurée. Enfin, des discussions exploratoires ont eu lieu sur le programme de la prospection et de l'exploitation éventuelle du gaz de schiste.

Des oublis fâcheux

La visite de Hollande avait également un versant politique. Dans son discours devant le Parlement, il s'est contenté de dire qu'il y a au Maroc « des impatiences à apaiser et des inégalités à réduire » tout en précisant que le Maroc accomplit « chaque jour » des « pas décisifs » vers la démocratie et s'affirme comme « un pays de stabilité et de sérénité »... occultant le passage pourtant distribué aux journalistes concernant la nécessité « des réformes à poursuivre dans le sens du respect des droits humains ».

Pas un mot donc sur les étudiants de l'Unem et militants du 20 février en grève de la faim à Fès, Taza et Meknès ou les 22 ressortissants français également en grève de la faim et torturés pour un certain nombre d'entre eux. Rien non plus de la répression quasi systématique que rencontrent les mouvements populaires, des procès préfabriqués ou des atteintes multiples à la liberté d'expression. Il n'a également pas parlé de l'occupation du Sahara occidental ou du jugement par un tribunal militaire de civils sahraouis dont nombre d'entre eux ont été condamnés à perpétuité. Sur ce sujet, il a juste rappelé la position classique de l'État français de soutien à une solution négociée, considérant le plan d'autonomie marocain comme



REUTERS/YOUSSEF BOUDLAL

une « base sérieuse et crédible » et donnant ainsi des gages sur le refus d'étendre les missions de la Minurso à l'observation de la situation des droits de l'homme au Sahara occidental.

Des réseaux franco-marocains

D'une manière moins officielle, les discussions ont également porté sur la crise syrienne mais aussi sur le Mali où le Maroc, pièce centrale dans le soutien de longue date de la Françafrique, y compris sur le plan militaire, a apporté un large soutien logistique et matériel.

Depuis très longtemps, quels que soient les gouvernements, comme le note le journaliste Ali Amar, « il existe des relations construites sur des réseaux anciens et qui sont dans la continuité des relations incestueuses entretenues par les élites françaises avec les cercles du pouvoir marocain ». Ces cercles de connivence, se retrouvent aussi bien auprès des élites médiatiques, les grands patrons de presse,

du show business, des élus « mais aussi et surtout auprès du patronat français ». Il rajoute que ce sont des « relations basées sur la compromission et la corruption ».

C'est ce que l'on appelle la diplomatie mamounia, où « se cachent des intérêts particuliers personnalisés, où on donne des avantages en nature ou financiers à ceux qui apportent ces affaires ». Najat Vallaud-Belkacem était membre du Conseil royal consultatif de la diaspora marocaine, une makhzenienne déclarée. Manuel Valls est un des principaux Ouissamistes du gouvernement français (l'ordre du Ouissam el Alaouite, la plus haute distinction du Maroc, est décerné aux personnalités qui ont rendu des services éminents au royaume) et la liste est longue... La raison pour laquelle on n'entend jamais de critiques émanant du gouvernement français contre le pouvoir marocain.

Chawqui Lotfi

CORÉE

La spirale des provocations

« État de guerre » déclaré, déploiement de missiles, menaces d'attaques préventives, mise en garde aux ambassades étrangères... Le régime (dictatorial) nord-coréen a fait monter inhabituellement haut la geste provocatrice.

Il s'agirait avant tout, jugent nombre d'experts, pour Kim Jong-un de consolider son autorité sur l'armée, de caporaliser plus encore la population et d'améliorer sa main dans les négociations avec les États-Unis, notamment en ce qui concerne le programme atomique civil. Certes, mais ces experts oublient un peu facilement la toute récente provocation étatsunienne : la participation, fin mars, de bombardiers B52 et de chasseurs furtifs F22 (aux capacités nucléaires) à des exercices militaires en Corée du Sud simulant une opération contre le Nord. Washington a bel et bien soufflé sur le feu de la crise coréenne.

Washington, Séoul et Tokyo trouvent leur compte dans la montée des tensions. Les États-Unis justifient la consolidation de leurs bases militaires (Corée du Sud, Okinawa) et le renforcement de la VII^e Flotte. La droite nipponne pousse à une militarisation accrue du Japon et prépare l'opinion à l'idée que leur pays doit se doter d'un armement nucléaire. Séoul comme Tokyo profitent de cet « état d'urgence » pour marginaliser (et réprimer sévèrement, en Corée du Sud) les résistances sociales aux politiques d'austérité, les mouvements pacifistes ou l'opposition démocratique post-Fukushima à l'énergie atomique.

Le régime chinois se passerait bien des « excès » nord-coréens, mais ne peut accepter la perspective d'une réunification de la péninsule sous contrôle de Séoul ni rester indifférent à la montée en puissance des États-Unis dans cette partie du monde. Il a engagé un très important programme de développement de sa flotte militaire tant de proximité (mer de Chine du Sud) qu'océanique : Pékin dispute à l'Inde l'influence sur les Maldives, participe à des opérations internationales de « sécurisation » des voies maritimes dans l'océan Indien, envoie symboliquement une flottille porter le drapeau en Méditerranée...

L'escalade jusqu'où ?

L'armement nord-coréen est trop rudimentaire pour menacer le Japon ou les États-Unis. Personne ne croit que nous serions à l'aube d'une nouvelle guerre de Corée. Mais, à force de provocations et contreprovocations (déploiement de B52 ou de missiles...), on ne peut exclure des « incidents » militaires plus violents encore que ceux que nous avons connus ces dernières années, au risque de dérapage mal contrôlé. Quoi qu'il advienne, l'abcès de fixation coréen nourrit déjà la militarisation de toute l'Asie orientale, la prolifération nucléaire et l'autoritarisme de bon nombre de régimes politiques. Telle que conçue par les puissances (ou par les États autoritaires), la politique de « sécurité » conduit à une spirale militariste très inquiétante, dont on ressent de plus en plus les conséquences pour les populations. La sécurité du point de vue des peuples est en revanche portée par les mouvements démocratiques et sociaux indépendants des pouvoirs établis ; par le combat pour le désarmement nucléaire universel et son corollaire, la fin de l'énergie atomique ; par les mobilisations anti-guerre et l'opposition aux nationalismes de droite. La solidarité internationale se construit par la rencontre de ces mouvements progressistes. Avec pour creuset l'internationalisme.

Pierre Rousset

SYRIE Des femmes marginalisées

Le 2 mars ont eu lieu les élections du Conseil révolutionnaire d'Alep dans le cadre d'une campagne relayée par plusieurs journaux révolutionnaires et chaînes satellitaires et qui a reçu un large soutien des franges révolutionnaires et des structures civiles que le conseil représente. Bien que plusieurs noms de femmes actives sur le terrain aient été proposés, il est frappant de constater l'absence quasi totale de représentation féminine.

Des militantes d'Alep disent : « Nous n'allons pas attendre la chute du régime pour renforcer le rôle de la femme ». La « militarisation de la révolution » a joué un rôle dans la diffusion de la pensée machiste. Les femmes ont été notoirement écartées des composantes de la Coalition nationale. La femme syrienne « révolutionnaire » est mère de martyr ou sœur de prisonnier et « sa voix a retenti à côté de l'homme dans les manifestations », « nous sommes surprises » par l'« infime » représentation des femmes et le choix de noms inconnus alors que sont ignorés des noms importants et actifs sur le terrain à Alep !

Syma, une jeune universitaire, dit qu'elle n'avait ni connaissance ou expérience de la médecine, mais au vu des besoins médicaux elle a rejoint l'un des hôpitaux de campagne du front. Sa mère avait refusé qu'elle travaille dans le domaine médical

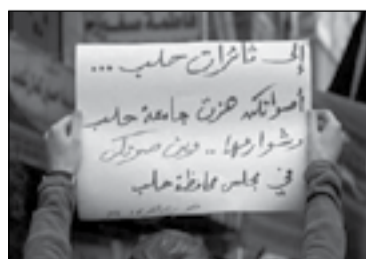
en raison de sa « dangerosité » et elle a perdu tout contact avec sa famille. Elle ignore où les siens se sont enfuis après le bombardement de leur domicile. « J'ai l'impression que cet hôpital et ces blessés sont mes frères ». Elle a dû nous quitter après un appel lancé sur l'arrivée de blessés dans un état critique.

Quant à Oum Zina, elle a travaillé dans le domaine des médias mais cela ne l'a pas empêchée de s'activer ailleurs. Elle dit qu'elle ne peut pas rester « spectatrice » lorsqu'elle apprend qu'une région souffre de pénurie de médicaments ou de matériel de secours.

Révolution et émancipation

Dans le cadre d'initiatives pour consolider le rôle des femmes, un groupe de jeunes femmes a publié deux numéros de la revue de la femme syrienne libre *Jasmin de Syrie* et la radio *Nasaem Syria* a commencé à émettre et à

être captée dans la plupart des zones d'Alep. Elle diffuse des programmes culturels et de conscientisation. Par ailleurs, des organisations comme Women Under Siege ont enquêté



Traduction : « Aux femmes révolutionnaires d'Alep, vos voix ont fait trembler l'université et les rues d'Alep, où sont-elles au conseil du gouvernorat d'Alep ? » DR

sur les cas de violences physiques contre les femmes dans les prisons et dans les régions sous le contrôle du régime d'Assad, après que Human Rights Watch (HRW) a documenté nombre de cas de jeunes femmes

qui ont subi un viol comme moyen de pression pour obtenir des aveux. HRW a insisté sur l'absence de prise en charge médicale ou psychologique des victimes d'agression sexuelle, que ce soit dans leur pays ou au Liban, en Jordanie ou Turquie, où beaucoup ont fui.

Les femmes syriennes en général et les « filles d'Alep » en particulier ont joué un rôle important et spécifique depuis le début de la révolution : présence significative dans les sit-in et manifestations à l'université et mobilisation pour les activités révolutionnaires. Elles ont souvent été plus audacieuses que bien des jeunes hommes et ont joué un rôle actif dans les secours et les soins médicaux au point de compter parmi les plus importants cadres médicaux urgentistes dans les hôpitaux de campagne.

Carmen Hadi

Source : « Enab baladi », n°56 (traduit de l'arabe par LT et RK)

La continuité d'une politique d'exclusion

Manuel Valls a annoncé jeudi 14 mars la poursuite du démantèlement des camps illégaux de Roms, en ajoutant que l'intégration ne peut concerner qu'une minorité car « les occupants de campements ne souhaitent pas s'intégrer dans notre pays pour des raisons culturelles ou parce qu'ils sont entre les mains de réseaux versés dans la mendicité ou la prostitution » et de conclure « Les Roms ont vocation à rester en Roumanie, à y retourner ».

Ces propos ne sont pas sans rappeler ceux de Sarkozy à l'été 2010 annonçant le démantèlement de la moitié des camps en trois mois ou ceux de Claude Guéant en 2011 sur la « *délinquance roumaine* »... Pour le collectif la Voix des Roms, avec ce « *concentré de mensonges* », Valls « *annonce un durcissement de la politique à laquelle nous assistons depuis 2003, lorsque Sarkozy devint ministre de l'Intérieur...* Objectivement, Valls fait du Sarkozy et malheureusement ce n'est pas une surprise ». En matière de chasse aux Roms, en fait de « *changement* », il s'agit surtout de continuité avec la droite. Près de 12 000 Roms ont été évacués de squats en 2012, dont les deux tiers après la mise en place du nouveau gouvernement Hollande-Valls. Sur les 63 évacuations réalisées entre juillet et fin décembre, seules 15 ont été accompagnées d'un relogement partiel. Le candidat Hollande avait pourtant dit « *on ne peut pas continuer à accepter que des familles soient chassées d'un endroit sans solution* ». Ce que Hollande dénonçait pendant la campagne, il le fait réaliser maintenant par Valls.

Expulsions: une politique du chiffre mais sans politique d'intégration

En 2006, Sarkozy a mis en place l'ARH (aide au retour humanitaire) consistant à donner 300 euros par adulte et 100 euros par enfant pour les candidats au départ volontaire (réduit depuis mars 2013 à 50 euros par adulte et 30 euros par enfant). Ces « *départs volontaires* » de Roms ont surtout servi sa politique du chiffre. En 2003 il y a eu 2 000 expulsions de Roms; depuis 2007, il y en a 8 000 à 9 000 par an, ce qui représente environ 30% des objectifs chiffrés d'expulsions d'étrangers. Le record a été atteint en 2009 avec

10 000 expulsions, ce qui a entraîné une protestation du Parlement européen réclamant la suspension de ces retours forcés, contraires au droit européen.

Ces expulsions sont coûteuses, inutiles et absurdes puisque, européens, les Roms peuvent revenir légalement en France une fois les aides au retour perçues. Le coût direct et indirect de cette politique avoisinerait les 100 millions d'euros par an, qui auraient pu être utilisés à des actions d'insertion... Le collectif Romeurope souligne d'ailleurs que seuls dix projets d'insertion ont été validés en 2011, pour un montant de 36 000 euros. Il existe des fonds européens pour l'intégration des Roms qui n'ont été que très peu utilisés en France.

Le changement dans la continuité

Le 22 août dernier, Jean-Marc Ayrault a promis une nouvelle politique d'intégration vis-à-vis des Roms. Côté logement, rien de concret, juste un répertoire des hébergements d'urgence. La seule véritable mesure est la fin de la taxe que devait payer un patron embauchant un Rom. La liste restreinte de métiers accessibles a été un peu élargie mais l'essentiel des mesures contraignantes restent en place jusqu'à fin 2013. Sans travail, sans revenu, les Roms restent donc condamnés à la précarité...

Cette politique flatte les préjugés racistes en faisant des Roms, des étrangers en général, des boucs émissaires de la crise. Une manœuvre de diversion contre la fraction la plus pauvre, la plus précarisée, alors que les mesures d'austérité vont s'aggraver pour toute la population. Hier, tous les partis de gauche s'indignaient du discours de Sarkozy contre les Roms. Aujourd'hui, les notables socialistes applaudissent Valls.

En Chiffres

12 millions, c'est le nombre de Roms en Europe.

400, c'est le nombre de bidonvilles en France.

30%, c'est ce que représentent les expulsions de Roms par rapport aux objectifs annuels d'expulsion d'étrangers.

100 millions, c'est en euros ce que coûte sans doute chaque année cette politique du chiffre.

En Bref

Le 4 avril, le Préfet du Rhône a été condamné à reloger dix familles dans les quatre jours, sous astreinte de 75 euros par famille, par jour de retard.

LES

citoyens mais pas

Originaires du nord de l'Inde où elles étaient considérées comme « impures » et interdites de sédentarisation, les populations roms ont dès l'an 1000 fui la répression et essaimé dans l'Asie centrale puis dans toute l'Europe. C'est aujourd'hui la plus importante minorité en Europe avec environ 12 millions de personnes, notamment en Roumanie et en Bulgarie. L'image du Rom nomade tient plus du mythe que de la réalité. Les premiers Roms sont arrivés en France autour du XIV^e siècle. C'est donc une vieille immigration. Il y a actuellement en France environ 500 000 Roms, dont la quasi-totalité est de nationalité française. Il n'y a en fait pas plus de 15 000 Roms de nationalité étrangère en France, essentiellement roumains et bulgares. Ces Roms sont des migrants économiques, qui fuient la dégradation de leurs conditions de vie dans leur propre pays.

À Bordeaux, une illustration de la précarité des Roms

Il y aurait environ 600 Roms sur la Communauté urbaine de Bordeaux dans une dizaine de squats. Ils sont majoritairement originaires de la même ville bulgare de Pazardjik. Ils ont fui la misère et les discriminations en espérant travailler, scolariser leurs enfants et avoir accès à des soins médicaux hors de prix pour eux en Bulgarie...

Les premiers sont arrivés au début des années 2000 quand, pour finir dans les délais le chantier du nouveau tramway, la mairie a fermé les yeux sur ces travailleurs sans papiers surexploités par les sous-traitants... D'autres sont arrivés avec l'intégration de la Bulgarie à l'Europe qui a fait naître en eux l'espoir d'une vie meilleure ailleurs... espoir vite déçu à cause de ce régime transitoire qui rend le marché du travail inaccessible aux Roms bulgares. Depuis, les squats se sont multipliés, bougeant au gré des expulsions et des reconstructions...

Exclusion, expulsion

L'ARH n'y a rien changé malgré son succès statistique. Sur la CUB, il y a eu en 2012 une moyenne d'un charter tous les trois mois, avec 332 Bulgares sur les 8 premiers mois, et pourtant le nombre de Roms est resté stable. Certains Roms sont venus pour

profiter de l'effet d'aubaine de l'ARH mais les autres sont condamnés à faire des allers-retours entre Bordeaux et la Bulgarie depuis plusieurs années... parce qu'ils veulent vivre en France comme le leur reconnaît le droit européen, mais ce que l'État français leur dénie.

À côté de cette politique d'exclusion, la mairie de Bordeaux a mis en place deux médiateurs et une structure, la Mous, chargée d'étudier au cas par cas les familles « méritantes » qui se voient proposer une aide à l'intégration. Mais outre que ce traitement au cas par cas ouvre la porte à toutes les formes d'arbitraire administratif, il ne concerne qu'une dizaine de familles sur les 600 Roms bordelais. Pour les autres, c'est l'éternelle menace d'expulsion, avec tout le travail des associations et la scolarisation des enfants remis en cause.

En solidarité avec les Roms, une mobilisation autour de RESF a eu lieu récemment

(voir *Tout est à nous!* N° 185). Car loger 500 à 600 Roms sur une agglomération de 800 000 habitants ne devrait pas poser un problème insurmontable. Pas plus que 15 000 à l'échelle d'un pays de 70 millions d'habitants.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MIAO

Dans l'Essonne,

Trois campements de Roms en dispersés et condamnés à l'épave promotion de ministre de l'Intérieur...

Vigneux le 11 mars, Moulin-Galant le 28 mars, Ris-Orangis le 3 avril : à chaque fois, c'est le même scénario. Arrêtés d'expulsion prononcés par les maires souvent PS des communes sur lesquels sont situés les campements, au nom de « la sécurité et de la santé » de leurs habitantEs, promesses faites aux militantEs des associations de solidarité avec les Roms de relogement suffisamment proche pour ne pas interrompre la scolarité des enfants, et intervention de dizaines de CRS pour expulser les familles qui n'avaient pas voulu quitter le campement !

Sans solution de relogement

En fait de « solutions », ce sont des petits bouts de papier données aux familles, portant l'adresse d'un hôtel



ROMS

européens

parias

Dossier réalisé par le NPA de Gironde, Seine-Saint-Denis et Essonne

PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

Combattre la stigmatisation et la discrimination

Les Roms sont donc des citoyens européens depuis 2007, mais de seconde zone. Ils sont en effet victimes en France comme dans une dizaine de pays européens d'un statut transitoire réservé aux Roumains et aux Bulgares depuis l'entrée de ces deux pays dans l'Union européenne et ce jusqu'à fin 2013. Leur accès au travail est entravé (liste de métiers réduite, autorisation de travail à demander avec quasiment un an de traitement des dossiers), ce qui en pratique rend quasiment impossible leur accès à un emploi. Ils ont le droit de circuler librement mais, au-delà de trois

mois de séjour en France, ils doivent justifier de ressources suffisantes et d'une assurance maladie. N'ayant pas accès au travail, ils ne peuvent pas justifier de ressources, et de ce fait deviennent expulsables. Privés de travail et n'ayant pas droit aux prestations sociales, ils ne peuvent pas non plus accéder au logement. Ils ne peuvent survivre que dans des camps illégaux, environ 400 bidonvilles en France, qui sont régulièrement détruits par la police, à la demande des propriétaires, privés ou publics. À ces destructions s'ajoutent les expulsions du territoire français qui représentent le tiers des reconduites d'étrangers à la frontière.

Interdits de travail, forcés de survivre dans des bidonvilles, contraints au travail au noir, à la récupération ou à la mendicité, maintenus dans la misère et l'insécurité, ils sont victimes d'une discrimination qui les prive des droits les plus élémentaires : accès aux soins, droit au travail, au logement, à la scolarisation des enfants. C'est cette politique qui en fait des parias qui est inacceptable, pas leur présence en France. C'est elle que nous devons combattre en défendant l'intégration des populations roms, avant tout par le droit au travail et leur accès aux droits qui sont ceux de tous les travailleurs européens.

une sinistre exemplarité

moins d'un mois évacués et détruits par les bulldozers, des dizaines de familles encore une fois errance, Manuel Valls, ancien maire d'Évry, veut faire de « son » département une vitrine pour sa carrière. Inflexible mais seulement avec les plus vulnérables et sans défense.



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

mencer. Pour les familles, pas d'autre solution que de trouver un autre campement où reconstruire un bidonville, de quoi s'abriter contre le froid, faire la cuisine, etc. Particulièrement révoltante, la destruction du campement de Ris-Orangis que les associations de solidarité avaient rendu plus vivable en amenant des copeaux de bois permettant de limiter la boue et en construisant une grande salle en bois couverte ainsi que des toilettes sèches. Tout a disparu, écrasé par les bulldozers. La mobilisation contre ces expulsions a du mal à faire face au nombre et à la rapidité d'exécution des évacuations. Elle permet au moins d'affirmer les droits des Roms contre le cynisme des autorités, leurs mensonges et le racisme qu'ils autorisent.

à plusieurs kilomètres de là quand ce n'est pas à l'autre bout de la région parisienne, Aubervilliers par exemple. Cet hébergement est limi-

té à trois nuits et il est parfois lui-même insalubre. Pour les enfants qui avaient pu être scolarisés après un combat difficile, tout est à recom-

Vrai ou faux ?

Halte aux idées reçues !

Rom signifie « homme » alors qu'ils sont souvent considérés comme des « sous-hommes »...

1 Les Roms sont des nomades qui ne peuvent vivre comme tout le monde **FAUX**

→ Seulement 2% des Roms vivant en Europe seraient du voyage. Ce sont les persécutions d'hier (exterminés durant la Deuxième Guerre mondiale) et d'aujourd'hui (expulsions et reconduites à la frontière) qui les obligent à se déplacer.
→ Les mêmes groupes familiaux se déplacent de bidonville en bidonville sur le même territoire : par exemple, une grande partie des Roms présents à la Porte de Paris (93) viennent d'autres villes du département où parfois leurs enfants ont été scolarisés.
→ Vivre en bidonville ne relève pas d'une caractéristique culturelle. Rappelons-nous des bidonvilles de Saint-Denis, de Nanterre ou de Champigny-sur-Marne dans lesquels vivaient des Algériens, des Portugais ou d'autres populations immigrées dans les années 60.
→ Les Roms eux aussi aspirent à vivre dans un logement décent. Le droit au logement doit s'appliquer à tous, français ou immigrés, quelle que soit la nationalité.

2 Les Roms sont des voleurs qui ne veulent pas travailler **FAUX**

→ En tant que Roumains ou Bulgares, les Roms sont victimes de lois discriminatoires au sein de l'Union européenne. L'accès à l'emploi leur est difficile sans carte de séjour ! Pourtant les Roms, comme les sans-papiers, travaillent. Ils sont nombreux à travailler dans le bâtiment, le ménage ou autre...
→ Ils ont en outre la particularité (comme d'autres populations pauvres) de récupérer des déchets, en particulier les métaux, qu'ils peuvent ensuite revendre. C'est ce qu'on appelle familièrement les chiffonniers, les ferrailleurs, les biffins... Certains Roms sont contraints par la pauvreté et les difficultés administratives à jouer de la musique dans le métro ou à mendier.
→ Mendier pour survivre n'est pas un choix, mais une contrainte économique qui touche à la fois les Roms, mais aussi tous ceux qui sont frappés par la crise et le chômage. Par ailleurs, affirmer que les Roms sont des voleurs, alors qu'il ne s'agit que de certains individus, est tout simplement raciste.

3 Les Roms ne veulent pas s'intégrer **FAUX**

→ Les premières demandes des Roms sont la mise à disposition de poubelles, l'accès à l'eau et la scolarisation des enfants. Ce sont les axes de lutte des Roms et de leurs comités de soutien. Les collectivités territoriales ne donnent souvent pas accès à ces services de base. Il en résulte des amoncellements d'ordures et une prolifération de rats qui sont sources de maladies.
→ Ce sont des discriminations inacceptables en France à notre époque. D'ailleurs, le Comité européen des droits sociaux (CEDS) du Conseil de l'Europe a condamné la France pour la quatrième fois le 21 janvier 2013 pour « violations manifestes de droits et d'accès aux droits des populations Roms ».

Dans le 93, une mobilisation unitaire

Voici des extraits de la plateforme revendicative départementale de soutien aux Roms. Elle est entre autres signée par AL, EÉLV, la Fase, la GA, la LDH, le MRAP, le NPA, le PG, Romeurope, l'union syndicale Solidaires et La Voix des Roms.

Nous exigeons de l'État :

- l'arrêt immédiat du harcèlement policier et des destructions des bidonvilles sans solution pour leurs habitants ; la mise en œuvre de la circulaire du 26 août 2012 imposant aux préfetures la recherche de solutions alternatives permettant leur résorption.
- la fin des expulsions du territoire français ;
- la fin du régime transitoire qui empêche les ressortissants de Roumanie et de Bulgarie, pourtant citoyens européens, d'accéder à l'emploi ;
- l'arrêt des discriminations et l'accès aux droits fondamentaux (séjour, emploi, logement, santé, éducation), notamment en favorisant l'utilisation de tous les fonds disponibles au niveau européen ;
- la réquisition par l'État de logements vides, qui représenteraient une solution temporaire digne pour les mal-logés dont les familles roms, et un plan ambitieux de construction de logements, pour pallier leur manque flagrant notamment en Ile-de-France, et qui concerne l'ensemble de la population.

Nous exigeons des collectivités territoriales (communes, départementement, région) :

- un engagement public au côté des Roms menacés d'expulsion et une intervention directe auprès des propriétaires, souvent publics, tels que Réseau ferré de France ou la Ville de Paris
- une concertation au niveau régional et une implication dans la construction de solidarités locales indispensables pour mieux répartir les

efforts et pour que, tous ensemble, nous obtenions des engagements et financements de l'État ainsi que de l'Union européenne ;

- lorsque d'autres moyens ne sont pas possibles, des services minima assurés aux familles, par la mise à disposition de terrains viabilisés (accès à l'eau potable, à l'électricité, à des toilettes propres, au ramassage des déchets...) afin de permettre des conditions de vie dignes ;
- la mise en place de la scolarisation des enfants, l'accès aux soins, dans des structures de droit commun (PMI, dispensaires...), la domiciliation des personnes ;
- la recherche de solutions locales en collaboration avec les familles concernées, dans le respect de leurs droits et libertés ;
- la participation des Roms à tous les aspects de la vie des communes, afin de favoriser un exercice normal de leur citoyenneté et ainsi faire reculer les préjugés racistes.



PHOTO THÈQUE ROUGE/NIS

EDIT 66

Les salariés séquestrent leur patron voyou

Le 29 mars, le PDG de la multinationale Mercurius qui possède l'imprimerie Edit 66, installée près de Perpignan, a annoncé qu'il n'avait plus d'argent dans les caisses et qu'il ne paierait pas les indemnités dues à 19 « licenciés économiques »...

Mercurius – qui ose invoquer ses « pertes » – est rattachée à la Hal Holding NV, domiciliée dans le paradis fiscal qu'est Curaçao! Comme le dit Danielle Casanovas, la secrétaire du CE, dans l'interview qu'elle a donnée au NPA 66, « Pour toutes ces sociétés multimillionnaires, nous ne sommes qu'une goutte d'eau. Pourquoi voulez-vous qu'elles s'intéressent à 36 salariés? Puisqu'on ne rapporte plus assez, on nous élimine. »

Défendre collectivement ses droits

À l'heure où le couple Hollande-Parisot aggrave l'attaque contre les acquis ouvriers, les patrons ont le vent en poupe pour fouler aux pieds ce qui reste des droits des travailleurs. Mal en a pris à celui de Mercurius qui a eu à affronter la colère des salariés qui l'ont séquestré pendant 10 heures. Finalement, il s'est engagé à trouver les fonds pour payer le personnel. Mais les chèques émis ont tous été gelés par la banque...

Maintenant, les salariés s'attendent à une liquidation judiciaire: « la mise à mort de notre outil de travail », comme dit Danielle qui se félicite néanmoins de leur unité: « Heureusement, les salariés sont très soudés. Nous prenons les décisions ensemble, nous discutons beaucoup sur les actions à mener [...]. Nos collègues licenciés sont toujours présents dans l'entreprise. » Elle s'est aussi félicitée de la solidarité qui « n'a pas tardé à se mettre en place autour de nous. Tout d'abord, les médias qui ont largement diffusé l'information, et puis les organisations telles que la vôtre et la CGT qui ont tout de suite répondu à notre appel. »

À Edit 66, comme ailleurs, les patrons évoquent la crise pour justifier leurs mauvais coups. Mais cette crise est bien la leur, ce n'est pas aux salariés de la payer.

Correspondant NPA 66

ANTIRACISME Pour un 1^{er} Mai unitaire

Face à la résistible progression des mouvements identitaires de tout poil et à la progression des idées racistes, la mise en ordre de bataille de tous les antiracistes est plus que jamais indispensable. Le prochain 1^{er} Mai en offre une belle occasion.

Lors de la dernière réunion de l'Union contre l'immigration jetable, les participants (organisations politiques: AL, la FASE, les Alternatifs, le PCF et le NPA, associations: ATMF, la FASTI ou RESF, et syndicat: FSU) ont décidé de participer à la manifestation parisienne du 1^{er} Mai.

En tout état de cause, les thèmes justifiant un appel puissant à mobilisation ne manquent pas:

- dénonciation des conditions de régularisation posées par la circulaire du 28 novembre;
- appel à une totale refonte du code d'entrée et de séjour des étrangers au moment où le débat sur une nouvelle loi aura été engagé à la Chambre;
- expression des exigences minimum pour cette loi sans renoncement à nos principes fondamentaux: liberté de circulation et d'installation et égalité des droits;
- soutien actif et concret aux Roms stigmatisés, traqués, expulsés.

Ce 1^{er} Mai sera l'occasion de mettre en relation l'organisation de la surexploitation dont sont victimes les immigrés, maintenus dans l'illégalité ou précarisés par la détention d'un titre de séjour à durée déterminée, et la régression sociale imposée à tous les travailleurs sous couvert de « sauvegarde de l'emploi ». Flexi-insécurité à tous les étages!

Convergences antiracistes

Le matin du 1^{er} Mai, l'Ucij sera également présente au pont du Carrousel pour commémorer l'assassinat de Brahim Bouarram, jeté à la Seine le 1^{er} mai 1995, par des fascistes de retour de la manifestation du Front national. Des contacts ont aussi été pris pour mettre en œuvre des convergences avec le réseau Sortir du colonialisme qui vient d'organiser la Quinzaine anticoloniale.



Paris, manifestation du 1^{er} Mai 2012, cortège du collectif de sans-papiers de Vitry (94). PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

En s'efforçant à hauteur de ses moyens d'impulser une mobilisation unitaire contre le racisme et en y prenant toute sa place, le NPA œuvre à la constitution d'une opposition de gauche face à un PS et à un gouvernement, qui, sur le sujet de l'antiracisme comme sur tant d'autres, réussissent l'exploit de décevoir chaque jour un peu plus, même celles et ceux qui, dès leur arrivée au pouvoir, ne leur accordaient aucune confiance.

François Brun



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JEAN FREMIOT

TRICASTIN Unité antinucléaire

Le site nucléaire de Tricastin est le plus vaste d'Europe. Il est constitué d'une centrale de quatre réacteurs fonctionnant au plutonium (MOX) et de multiples usines nucléaires classées Seveso. Ayant dépassé les trente années de fonctionnement, Tricastin fait l'objet ces dernières semaines d'une intense campagne d'EdF pour prolonger son activité d'une trentaine d'années... alors même qu'il multiplie les incidents et accidents et que le réacteur n°1 présente d'importantes fissures!

Situé entre Montélimar (Drôme) et Avignon (Vaucluse), un accident nucléaire impacterait 2,6 millions d'habitants dans un rayon de 100 km. De nombreux comités antinucléaires constitués dans la région depuis plusieurs années font un travail de sensibilisation de la population,

mais leurs divisions géographiques et politiques les empêchaient fréquemment de travailler ensemble.

Engagement collectif

À l'initiative de Sortir du nucléaire Drôme Ardèche, Greenpeace, les Comités antinucléaires (CAN) Bouches-du-

Rhône (13) et Vaucluse (84), Avenir à Avignon, les Amis de la terre, des militantes du Gard et des élus locaux viennent de créer le collectif Stop Tricastin. Celui-ci sera officialisé le vendredi 26 avril, date anniversaire de Tchernobyl, à l'occasion de l'arrivée de la « Marche pour la vie » initiée par le CAN 84 et du lancement de la campagne du réseau Sortir du nucléaire sur la « Chaîne du combustible ».

Un Livre noir du Tricastin va être publié, un journal local distribué à la population et chacune des organisations a adopté la charte du collectif pour une fermeture immédiate du site. Divisés ces dernières années, le mouvement antinucléaire montre ainsi qu'il est capable de passer outre les divergences et de mettre ses forces en commun. Le NPA et le MOC ont accompagné cette initiative dès son origine avec la volonté de redonner un élan unitaire à la lutte antinucléaire.

CorrespondantEs CNE

AREVA Nuke business

Areva, entreprise d'État capitaliste, s'apprête à nouveau à expédier une cargaison de combustible MOX au Japon, un mélange de plutonium et d'uranium appauvri. La pire abomination nucléaire qui existe.

Des centaines de milliers de fois plus radioactif et radio-toxique que l'uranium enrichi, le MOX entre aussi en fusion beaucoup plus rapidement, augmentant ainsi considérablement le risque d'accident nucléaire majeur. Au Japon, les habitants se battent au quotidien contre la radio-activité et tentent désespérément de décontaminer villages et écoles. À Fukushima, où le MOX du réacteur n°3 a fondu, des centaines d'ouvriers tentent aujourd'hui en vain de stabiliser la situation. La piscine du réacteur n°4 reste toujours très instable, et les incidents se multiplient, tels les récents arrêts inexplicables du refroidissement qui continuent à placer le monde sous la menace de bien pire encore.

Toujours plus loin dans l'abjection

Aujourd'hui, sur les 54 réacteurs que compte le Japon, seuls deux ont été autorisés à redémarrer. Cette situation est intolérable pour le business d'Areva qui veut pousser le Japon à accélérer le mouvement. Il faut dire que le MOX doit être utilisé rapidement après avoir été produit sous peine de voir ses « qualités » se dégrader rapidement, comme les dollars qu'il rapporte.

Le MOX de cette cargaison est destiné au réacteur n°3 de la centrale de Takahama, laissant augurer un redémarrage rapide, alors qu'il était officiellement prévu au plus tôt en 2015, après travaux. Ce transport scandaleux doit donc être empêché par tous les moyens, et ce n'est pas en le demandant gentiment à Hollande ou à Areva que nous y parviendrons.

C'est par l'action! Avant le départ de la cargaison prévu mi-avril, les « Zadistes » appellent d'ores et déjà au rassemblement et au montage d'un camp à Bricquebec (Manche), à 30 km de l'usine de retraitement Areva de Beaumont-Hague, où le MOX est en attente. Le NPA encouragera toutes les actions et sera au côté de tous les antinucléaires qui luttent et dénoncent cette infamie.

CorrespondantEs de la commission nationale écologie (CNE)

AIR FRANCE La colère décolle

Juniac, déjà super PDG d'Air France, va remplacer Spinetta à la tête de la holding Air France/KLM. Spinetta vient en effet d'annoncer son départ à la retraite pour juillet. À 70 ans il était temps !

Spinetta avait déjà pris une première retraite en quittant Air France en décembre 2008. Il avait alors fait valoir son droit à la retraite chapeau qui lui avait rapporté environ 590 000 euros annuels. Cela en plus de sa retraite de haut fonctionnaire, de sa part sécu et sa retraite complémentaire, de sa paie comme président du conseil de surveillance d'Areva, de ses revenus de membre du directoire d'Alcatel Lucent, de ses jetons de présence comme administrateur de Gdf Suez, Saint-Gobain, Unilever... Il avait donc rempli en 2011 en devenant PDG de la holding Air France/KLM. Un million d'euros pour une retraite active, quel sens du sacrifice !

Des salariés sacrifiés...

Conformément aux prévisions de croissance mondiale du trafic aérien qui devrait doubler dans les 20 ans à venir, Air France ne cesse de grossir et de se développer. Il faut financer les investissements... et les retraites chapeau (100 millions d'euros provisionnés dans ce but). C'est le moment où l'on pense aux salariés : Gel des salaires, baisse de l'ancienneté, et bien sûr augmentation du temps de travail... L'accord sur le temps de travail signé en janvier par l'Unsa va faire travailler en moyenne les salariés deux semaines de plus, avec suppression de pauses liées aux horaires de nuit et des pauses de midi.

Le mécontentement des salariés monte, et la goutte d'eau a été en janvier la modification de la présentation des feuilles de paie, où l'ancienneté a été sortie du salaire de base. Ce n'était qu'une présentation comptable, mais qui a symbolisé l'annonce de nouvelles attaques sur les salaires.

Depuis, l'entreprise est parsemée de conflits localisés : grève de dix jours au fret Charles-de-Gaulle pour le maintien des jours de pénibilité ; grèves dans les escales - Marseille, Toulouse ou Bordeaux - contre des suppressions d'emploi ;

grèves dans les magasins du secteur industriel le week-end, ce qui force les cadres à interrompre leur repos pour venir remplacer les grévistes la nuit ; mouvements à l'escale d'Orly...

... et révoltés !

Ces conflits ont plusieurs caractéristiques : ils sont suivis à 100% à l'appel de Sud ou de la CGT, les seuls syndicats non signataires. Les revendications sont minimales et visent à gagner en contournant le plan Transform (voir *Tout est*

prix d'actions très radicales (occupation surprise du CE industriel, occupation du CHSCT) que les mécaniciens avion du secteur B777 sur Roissy ont par exemple pu faire reculer la direction et regagner une vacation de repos dans leur horaire. De leur côté, les pilotes et leur syndicat corporatiste ont décidé de suspendre la partie du plan les concernant, sous prétexte que les hôtesses et stewards ne se sacrifiaient pas assez dans l'accord finalement signé par leurs principaux syndicats...



Rassemblement Air France Orly nord le 11 mars 2013. DR

à nous ! n° 188). Refus de badger le midi au centre logistique Roissy, temps de douche non décompté du temps de travail à l'atelier moteurs d'Orly, contre le licenciement injuste d'un gardien d'une entreprise de sous-traitance aux chantiers avion d'Orly, un meilleur horaire variable dans l'usine de Villeneuve-le-Roi, etc. L'attitude des directions locales est rigide, et ce n'est qu'au

La direction craint une explosion généralisée, les salariés sont dans une colère sourde, une partie de l'encadrement est démotivée... À nous d'agir pour unifier autour de revendications solides, avec des formes d'action et une organisation sous le contrôle des salariés, conditions nécessaires pour gagner.

Jet Aelys

PSA AULNAY 13 semaines de grève !

Les actions de la semaine écoulée ont permis aux grévistes de ne pas se faire oublier du patron comme du gouvernement. Et dans les « sphères dirigeantes », on commence à s'impatienter...

La production ne reprend pas réellement - les seuls véhicules qui sortent ne valent pas grand-chose, la faute aux cadres peu habitués au montage... - et le PSE (le « Plan de sauvegarde de l'emploi », c'est-à-dire de licenciements) n'est toujours pas signé. Et côté gouvernement, on aimerait enterrer l'affaire Aulnay, comme bien d'autres... Mardi 2 avril, la direction a convoqué cinq CHSCT sur l'usine afin de les consulter sur le PSE. Les grévistes ont décidé de s'y rendre pour interpeller la direction. Dès le lendemain, celle-ci a effectivement répondu, non pas sur les problèmes soulevés, mais en annonçant dix nouvelles mises à pied ! Pour accélérer la signature du PSE, la direction cherche à resserrer l'étau sur les grévistes, les forçant à se focaliser sur la bagarre contre les licenciements de plusieurs d'entre eux.

Questions sans réponse

La détermination des grévistes restent intacte. Jeudi 4 avril, ils ont profité de la visite de Marylise Lebranchu au Salon de l'emploi public, porte de

Versailles, pour demander des réponses au gouvernement sur la nomination d'un véritable médiateur afin de pouvoir vraiment discuter des licenciements et des mises à pied. Ils ont aussi rappelé qu'ils sont aussi toujours en grève pour ne pas venir grossir les rangs des chômeurs...

Depuis lundi 8 avril, les deux équipes ne travaillent plus qu'une semaine sur deux, le matin. L'autre semaine, celle de chômage partiel, est payée en APLD par l'État... Une mesure prise sous Sarkozy et poursuivie par le gouvernement actuel qui aide ceux qui en ont vraiment besoin... L'objectif annoncé de la direction était de relancer la production bloquée depuis le 16 janvier, début de la grève.

C'est pour le moins raté, puisque ce lundi il est sorti en tout et pour tout cinq voitures, pendant que les grévistes discutaient pour convaincre de participer à la manifestation contre l'accord emploi qui se déroulait le lendemain. Et ce mardi 9, les grévistes de PSA ouvraient le cortège de la manifestation parisienne, bien décidés à continuer la bagarre.

CorrespondantEs

LYON Grève pour le service public postal

Depuis le mardi 2 avril, les facteurs et factrices du 8^e arrondissement de Lyon sont en grève. Dans une interview sur le blog du secteur Poste du NPA¹, Dominique Chazalon, facteur syndiqué à la CGT, en explique les raisons.

« Actuellement il y a 40 tournées dans le bureau, avec au total 54 postiers pour la réalisation du tri et de la distribution du courrier. La direction souhaite supprimer deux tournées et y ajouter deux suppressions d'emplois par le non-remplacement d'un départ en retraite et d'une mutation. Pour nous, c'est inacceptable (...) Et nous sommes bien décidés à aller jusqu'au bout ! Nous réclamons le maintien des 40 tournées, l'arrêt de la sécularité (qui oblige les facteurs et factrices à se partager des tournées supplémentaires qu'ils effectuent gratuitement), le

remplacement des deux départs prévus par des CDI, et des samedis de repos supplémentaires. Tous les matins, il y a 70% de facteurs en grève et présents sur le piquet. (...) Nous sommes bien décidés à étendre le mouvement et à faire plier la direction. »

Des restructurations destructrices...

Les grévistes font le tour des centres de distribution du courrier voisins, afin d'entraîner leurs collègues dans la lutte, les autres centres étant aussi touchés l'un après l'autre par les réorganisations. Le NPA 69 a apporté son soutien, et au

RENAULT Tentative de suicide

Il y a deux semaines, un salarié du centre d'ingénierie de Renault-Lardy (91) a tenté de se suicider en se donnant deux coups de couteau à son poste de travail. Il avait subi plusieurs mutations forcées et occupait un poste où le boulot débordait sans aucun moyen de le réaliser.

L'évidence pour ses camarades de travail apprenant la nouvelle au petit matin, c'est que c'est le boulot qui l'a poussé à commettre ce geste. Il est maintenant hors de danger mais combien de vies devront être risquées ou sacrifiées sur l'autel des profits ? Renault est responsable de cette situation. Depuis la crise de 2008, les conditions de travail se sont lourdement aggravées, fruits de la pression de la direction. La vague des suicides du Technocentre n'a donné lieu qu'à des mesures ridicules (comme le changement de la moquette) ou concernant le traitement des situations les plus urgentes (détection des salariés en difficulté, numéro vert d'appel, etc.).

Des pressions qui vont encore s'accroître ?

Tout au contraire, Renault poursuit et aggrave aujourd'hui les politiques qui détruisent des salariés. En brandissant la menace de fermeture de deux usines, Renault a fait avaliser son accord de compétitivité par 3 syndicats sur 4. Cet accord prévoit la suppression de 8 000 emplois, des mobilités inter-sites accrues et l'augmentation du temps de travail dans les usines. Les réorganisations et la mise en sous-traitance accélérée qui en découleront dans l'ingénierie et le tertiaire conduiront à des centaines de mutations forcées et à l'accroissement des pressions sur les travailleurs. Mais même si cet accord de la honte a été signé, sa mise en place et ses conséquences seront combattues aux quatre coins du Groupe. Nous n'accepterons pas que des salariés perdent leur vie à la gagner !

Correspondant

1. <http://www.npa-secteurposte.org>



Les comités en action!

Toulouse: débat autour d'un front anticapitaliste

Les fédérations locales de cinq organisations – les Alternatifs, Alternative libertaire, le Mouvement des objecteurs de croissance, l'Organisation communiste marxiste-léniniste, Voie prolétarienne et le NPA – organisaient jeudi 4 avril à Toulouse une réunion publique sur le thème « Face à la crise du capitalisme, débattons d'un Front anticapitaliste », rassemblant malgré une pluie diluvienne une petite centaine de motivés. Après une introduction générale, rappelant qu'un front des organisations anticapitalistes ne se décrète pas, mais sera le fruit de confrontations d'idées et de pratiques communes, chaque organisation a pu présenter brièvement son analyse de la situation, ses spécificités et ses points de convergence, puis le débat a permis d'échanger sur nos stratégies révolutionnaires et nos méthodes organisationnelles respectives, mais aussi sur nos tâches concrètes dans la situation politique actuelle. Car ce qui donnera corps ou non à un futur front anticapitaliste, ce sera bien la capacité de mener des campagnes politiques communes et à impulser ensemble des dynamiques larges de lutte, au travers notamment des cadres unitaires existants ou à construire. Quelques axes sont ressortis, comme l'opposition résolue au gouvernement et à l'austérité, tout en portant dans les luttes la nécessité d'une rupture avec le capitalisme et le productivisme. Ou encore la nécessité d'aller à contre-courant du nationalisme et du chauvinisme ambiants, et d'envisager une mobilisation internationaliste commune à l'occasion du 1^{er} Mai.



DR

Au final, même si l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires est loin d'être gagnée, d'autant que certaines organisations manquent à l'appel, réunir anarchistes, trotskistes, maoïstes, décroissants, autour de cet objectif a été accueilli positivement par les militants syndicaux et associatifs présents, en recherche d'une réponse politique anticapitaliste et unitaire alternative aux partis institutionnels.

Strasbourg: la riposte en discussion

Le lundi 8 avril s'est tenue la table ronde organisée par le NPA strasbourgeois autour du thème « Quelle riposte face au gouvernement et au patronat ». À cette occasion, ce n'est pas moins d'une trentaine de personnes (dont environ la moitié de sympathisants et quelques militants d'autres organisations) qui s'est réunie pour débattre de l'actualité politique et des stratégies à adopter face aux attaques permanentes du gouvernement Hollande sur quelque terrain que ce soit : acquis sociaux, emplois, services publics, racisme, etc.

Au lendemain du référendum sur la Collectivité territoriale d'Alsace (CTA) rejeté par la population, ce dont nous nous félicitons, l'ambiance n'est pourtant pas à l'allégresse et pour cause : l'abstention a été bien plus importante que le rejet des politiques d'austérité. Mais cela n'a pas empêché la discussion d'aller bon train. Le désenchantement produit par l'évidence d'une continuité entre la politique néolibérale de l'UMP et celle du PS, la tactique populiste de Mélenchon, qui ne profitent en dernier lieu qu'à une extrême droite dont la menace se fait grandissante en Europe... La crise du mouvement ouvrier et syndical, les résistances actuelles (PSA, Arcelor...) et les difficultés à organiser leur convergence ont été au centre des débats. Cette table ronde aura permis d'ouvrir un espace de réflexion collective et surtout, de renouveler celle-ci en y intégrant de nouvelles personnes, venues de divers horizons, qui ont en commun la volonté de renverser un système gangrené par sa propre crise.

Répondre à la crise politique

INITIATIVE

La crise ouverte par l'affaire Cahuzac exige une réaction la plus large possible. C'est pourquoi le NPA a décidé de participer à la manifestation du 5 mai initiée par Jean-Luc Mélenchon et le Front de gauche en défendant nos propres exigences sociales et démocratiques. Dans le même temps, nous avons pris l'initiative de nous adresser à l'ensemble des organisations politiques de gauche ne participant pas au gouvernement : AL, LO, le MOC et toutes les composantes du Front de gauche. Voici le courrier que nous leur avons adressé samedi 6 avril en vue de l'organisation d'une réunion unitaire les jours suivants.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

CherEs camarades,

L'affaire Cahuzac, devenue aussi l'affaire Augier, et l'onde de choc qu'elles provoquent ouvrent une crise politique qui accentue non seulement le discrédit et l'impopularité du gouvernement Hollande-Ayrault mais plus globalement des institutions elles-mêmes.

Ces affaires viennent en continuité des affaires Boutin, MAM, Woerth, Karachi, Lagarde et Tapie, Sarkozy. Elles ne sont pas les simples faiblesses ou « faute morale » d'individus mais bien l'expression de la complaisance du pouvoir, de droite ou de gauche, avec les puissances de l'argent, des liens entre eux, de leur complicité.

Le véritable scandale est bien celui de cette République du fric et des menteurs. Il est celui de ces hommes politiques serviteurs et amis des classes privilégiées qui osent imposer l'austérité, le chômage et la précarité au monde du travail et prétendent servir l'intérêt général alors qu'ils sont tout dévoués aux intérêts d'une minorité de grands patrons ou financiers.

Bien que Marine Le Pen, la millionnaire, soit elle-même compromise par ses liens avec celui qui a géré l'ouverture du compte suisse de Cahuzac, l'extrême droite pourrait tirer bénéfice de cette situation délétère. C'est bien tout le système qui est mis en accusation. Une telle situation exige de toutes les forces de gauche qui ne participent pas au gouvernement qu'elles réagissent ensemble pour ouvrir une perspective qui combine l'urgence démocratique et l'urgence sociale. Il faut certes en finir avec les institutions de la V^e République et les remplacer par une démocratie réelle qui mette fin au pouvoir de l'argent au profit d'assemblées élues, qui interdise les concentrations des pouvoirs et le cumul des mandats, qui impose le contrôle direct des travailleurs et de la population sur les élus, des élus révocables, rémunérés à un niveau équivalent au salaire moyen. Mais on ne peut dissocier questions sociales et démocratiques. Comment pourrait-il y avoir une démocratie réelle tant que les finances publiques sont entre les mains des capitaux privés, tant que le chômage ou la précarité, la pauvreté délitent les rapports sociaux ?

L'idée d'une manifestation le 5 mai a été lancée par Jean-Luc Mélenchon. Cette initiative va dans le bon sens et mérite discussion, mais il nous semble que les propositions devraient d'abord viser à rassembler le plus largement possible tout en ouvrant la discussion sur les réponses qu'appelle la crise à laquelle les travailleurs, la population sont confrontés.

Pour que nous puissions échanger et confronter les points de vue pour construire ensemble une riposte sociale et démocratique, le NPA propose qu'une réunion unitaire de toute la gauche non gouvernementale puisse se tenir dans les meilleurs délais (...)

PRESSE ET COMMUNICATION

On a besoin de vous!

Le dernier congrès du NPA a pris la décision de maintenir notre système de presse et de communication autour de trois supports (site internet, journal hebdomadaire et revue mensuelle). Il a aussi décidé d'engager des transformations afin de les améliorer (voir *Tout est à nous!* N° 182).

Une réflexion est donc engagée au niveau des équipes concernées, à commencer par les comités de rédaction de l'hebdomadaire et de la revue mensuelle. L'objectif est de permettre le lancement des nouveaux supports, dont la nouvelle formule de l'hebdomadaire, dans quelques semaines, début juin. Pour cela, il faut repenser le contenant et le contenu de nos outils : de la maquette à la longueur des articles en passant par le rubricage et le nom de nos publications, le chantier est important, et pour mener à bien celui-ci, nous avons besoin de l'implication de toutes et tous dès cette étape.

Afin de donner la parole aux lecteurs et lectrices de notre presse, aux internautes avisés, aux militantEs et aux comités, un questionnaire a été mis en ligne sur notre site national. En quelques clics, il permet de donner une appréciation précise de ce que vous pensez de l'hebdomadaire, de la revue et du site internet : ce que vous aimez... ou pas, ce que vous souhaiteriez changer. Des informations précieuses pour nous aider à faire mieux ces prochains mois. Merci d'y accorder quelques minutes.

Manu Bichindaritz

Questionnaire à remplir d'ici le 15 mai sur le site national du NPA : www.npa2009.org/questionnaire

Avignon: non à la guerre au Mali

Organisée par le Collectif vauclusien contre la guerre au Mali, une réunion publique a eu lieu mercredi 3 avril qui a rassemblé 45 participants. Ce collectif a été créé à l'initiative de plusieurs organisations (Sud éducation, PCOF, POI, PG, groupe anarchiste, NPA). Un intervenant de l'association Survie a présenté un remarquable exposé sur le contexte et sa complexité. Certains éléments sont connus, certes, mais il a souligné que nous assistons à un retour en force de la Françafrique, avec des forces militaires françaises et membres « de services spéciaux ou autres conseillers » présents dans plusieurs pays de la zone et cela depuis des années (Tchad, Sénégal, Niger...). Plusieurs participantEs ont utilisé le terme

de « pompier pyromane » pour désigner l'État français créant des facteurs considérables de déstabilisation dans cette région.

La préservation des intérêts économiques de la France (plus de 60 sociétés françaises sont sur place au Mali) constitue bien sûr une donnée de grande importance, et toute la zone est riche en ressources exploitées (uranium au Niger, stratégique pour le secteur du nucléaire) ou exploitables dans un avenir proche (ressources en pétrole, gaz et minières en Mauritanie).

Un participant algérien a fourni des informations sur la conjoncture dans son pays. Hollande s'est rendu dans ce pays sans doute pour obtenir le survol d'avions français, ce qui signifie que l'opération ne

s'est pas déroulée dans l'urgence mais a bien été préparée en amont : blocage des frontières sud et guerre pour la succession du président Bouteflika. Pour notre part, nous avons insisté sur nos fondamentaux : combat anti-impérialiste et solidarité internationaliste, difficile à relayer concrètement vers la population malienne. En effet, cette population est fort divisée, partagée entre soutien enthousiaste à l'intervention, soutien critique et une franche contestation demeurant minoritaire.

Le collectif a décidé de poursuivre sa campagne d'information, d'autant plus nécessaire que les médias accordent peu de place à la situation au Mali.

INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Entrons en lutte et créons les convergences

Les intermittents du spectacle (environ 100 000 travailleurs techniques et artistes) sont à nouveau en ligne de mire, et d'ici fin 2013 on connaîtra leur sort. En effet, les accords Unedic sur l'assurance chômage mis en place à partir de 2003, qui couraient sur une durée de 10 ans, doivent prendre fin cette année.



Aujourd'hui on assiste à une répétition de ce qu'il s'est passé il y a dix ans (où le patronat avec l'aval de la CFDT avait imposé une précarisation encore plus grande des artistes et techniciens) : le chômage explose, la masse de travailleurs diminue et donc les cotisations pour l'assurance chômage diminuent également. Le déficit de l'Unedic explose, il faut trouver à nouveau un bouc émissaire...

Propagande patronale et nécessaire contre-attaque

Les arguments des défenseurs de la nouvelle réforme sont complètement erronés. Un intermittent indemnisé ne coûte pas plus cher aujourd'hui qu'en 1983. La caisse de chômage est un acquis social de 1945, conçue comme une mutualisation globale et les cotisations pouvaient largement financer les périodes de chômage des intermittents, dans un principe de solidarité interprofessionnelle. Le déficit de l'Unedic est en fait principalement dû à la montée du chômage, et à l'exonération de cotisations patronales. Bref, il est « rattaché » avec la crise capitaliste : la précarisation, la destruction des emplois et l'augmentation de la pauvreté. Un des autres arguments pour cracher sur les

Dores et déjà, le Medef, appuyé par la « sacro sainte-neutralité » de la Cour des comptes préconise de supprimer l'annexe 8 qui concerne les techniciens du spectacle et de remettre en cause l'annexe 10 (artistes) de l'assurance chômage. La raison donnée par la bourgeoisie est simple : le régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle serait déficitaire, coûterait trop cher et plomberait l'Unedic, il faudrait faire des économies, il faudrait le détruire.

MUSIQUE

BEFORE REGGAE. 1951-1962, 4 volumes, NDH Music, 22 euros
Pour beaucoup, la Jamaïque n'est apparue sur le radar de la sono mondiale que lorsque des bas-fonds de Kingston surgit le ska et sa rythmique cuivrée si particulière. Cela correspondait à son indépendance. Ensuite viendront le rocksteady et évidemment le reggae. Mais l'île n'avait pas attendu de trouver sa voix et son « riddim » pour sortir ses premières productions locales. La proximité avec les États-Unis, notamment La Nouvelle-Orléans, infuse dans les sound-system (fête en plein air) des quartiers populaires de la capitale, via les 45t importés par les marins, des effluves de boogie, de rythm'n'blues, et même du rock'n'roll naissant, qui se mélangent avec le mento et la calypso caribéens. Les premiers héros d'alors s'appellent Laurel Aitken, Derrick Morgan, Clancy Eccles, Derrick Et Patsy, puis de jeunes talents prometteurs du nom de Jimmy Cliff ou Prince Buster. 4 CD chronologiques pour découvrir les sons qui ont bercé l'enfance et l'adolescence de Bob Marley.
King Martov



ROMAN

MOI JEAN GABIN, Goliarda Sapienza, éditions Attila, 17 euros
Roman autobiographique. Goliarda Sapienza y raconte son enfance en Sicile, au début des années 30 dans une famille anarcho-socialiste. Les engagements politiques de ses parents mettent régulièrement la famille sous la menace des milices fascistes. C'est dans ce contexte politique et familial que grandit Goliarda, une gamine rebelle qui s'identifie à Jean Gabin, qu'elle découvre au cinéma et qu'elle incarne dans ses aventures d'enfant, déambulant dans sa ville, imitant sa démarche, découvrant le monde en arpétant les quartiers populaires pour y gagner quelques sous. La magie et l'imaginaire de l'enfance se mêlent à la réalité de l'avènement du fascisme. Goliarda Sapienza, une vie et une œuvre à découvrir.
Céline



LIVRE

AU FOND DES TÉNÉBRES, Gitta Sereny, Tallandier, collection Textu, 12 euros
Il s'agit de la réédition d'un livre de 1974, traduit en français en 1975. Franz Stangl fut directeur de Treblinka, le célèbre camp d'extermination nazi. Réfugié au Brésil, il fut débusqué par Simon Wiesenthal, jugé et condamné en 1970. C'est dans sa prison que Gitta Sereny est venue l'interviewer (elle s'adressera aussi à des gens de sa famille). Comment un homme normal, bon catholique, a pu accomplir de telles abominations ? Quelle place eut, dans son histoire, le programme d'extermination des malades, et la tolérance de l'Église ? De tous les textes disponibles sur ces crimes, le livre de Sereny est l'un des indispensables.
Paul Louis Thirard



intermittents est qu'il y a beaucoup de fraude, en particulier de « permittentEs » : ces intermittents qui enchaînent des CDD pour pouvoir toucher les indemnités, alors qu'ils pourraient être en CDI. Mais ces intermittents fraudeurs sont une minorité anecdotique et, de plus, les patrons sont les premiers à profiter de ce système. Un intermittent est très avantageux pour les employeurs : il coûte deux fois moins cher qu'un CDI, ne rechigne pas à la tâche lorsqu'il peut être mis à la porte du jour au lendemain, et les jours de congé et de maladie sont entièrement pris en charge par Pôle emploi... Depuis plusieurs années la Coordination des intermittents et précaires d'Île-de-France a proposé un nouveau modèle d'indemnisation. Les grandes lignes des revendications (que soutient notamment Sud Culture) comprennent l'idée d'une annexe unique, du retour à une date anniversaire fixe pour le calcul des droits, un calcul de l'indemnité journalière qui réduit l'écart entre les faibles et les fortes allocations, l'arrêt de la discrimination dans le domaine de la santé, etc. Tout en soutenant ces revendications, nous devons aider à la prise de conscience de la nécessaire destruction du capitalisme pour l'émancipation des artistes et des travailleurs de la culture en général, en étant capable d'articuler ces revendications avec l'objectif d'un gouvernement des travailleurs où des représentants de ces luttes prendraient place.

Edgard (commission culture)
Site de la CIP : www.cip-idf.org



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43

Essai

POUR DES VILLES À ÉCHELLE HUMAINE

DE JAN GEHL

Traduit de l'anglais par Nicolas Calvé
Éditions Écosociété, 2013, 34 euros



Qui ne serait d'accord avec un titre et un programme pareils, dont les partisans sont de plus en plus nombreux ? Par exemple, Paul Ariès dénonçait récemment dans *Libération* (22/2/13) « l'apartheid urbain » s'imposant partout dans le monde et lui opposait ce que serait la ville idéale, « surtout pas une mégalopole, mais une ville à taille humaine où pourraient se développer toutes les activités nécessaires au bien-vivre : un travail, un logement, des loisirs, la vie telle qu'elle devrait être pour tous. Je parlerais de villages urbains. Une ville qui redeviendrait une fabrique de l'humain où l'on passerait de la jouissance d'avoir à la jouissance d'être. » Ce n'est donc pas l'originalité du propos qui fait l'importance du livre de Jan Gehl, mais l'autorité de son auteur et sa méthode d'exposition et d'analyse. Architecte et urbaniste danois de renommée internationale ayant contribué à réaménager Copenhague, Londres, Amman, Melbourne, New York et San Francisco notamment, c'est un expert dont l'avis compte. Abondamment illustré et pourvu à la fin d'une « boîte à outils », l'ouvrage envisage « la dimension humaine », les « questions de sens et d'échelle », ce qui fait « une ville animée, sûre, durable et saine », « la ville à hauteur de regard », la nécessité de prendre en compte « vie, espace, immeubles... dans cet ordre » et enfin « l'urbanisation des pays en développement ». Cela ne va pas sans insuffisances ou omissions (banlieues, transports périurbains, aménagement du territoire), Gehl s'intéressant surtout aux centres-villes des pays riches et plus en architecte critique de « l'idéologie moderniste » qu'en urbaniste averti de la logique capitaliste du BTP. Ce livre a néanmoins le mérite de décrire des solutions « peu coûteuses » et de dispenser des conseils de bon sens que les citoyens pourront à leur tour rappeler aux urbanistes.
Gilles Bounoure



S'abonner à Tout est à nous !

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT : _____ CODE GUICHET : _____</p> <p>N° DE COMPTE : _____</p> <p>CLÉ RIB : _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Titulaire du compte</p> <p>Nom : _____</p> <p>Prénom : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Mail : _____</p>	<p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre									
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre									

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

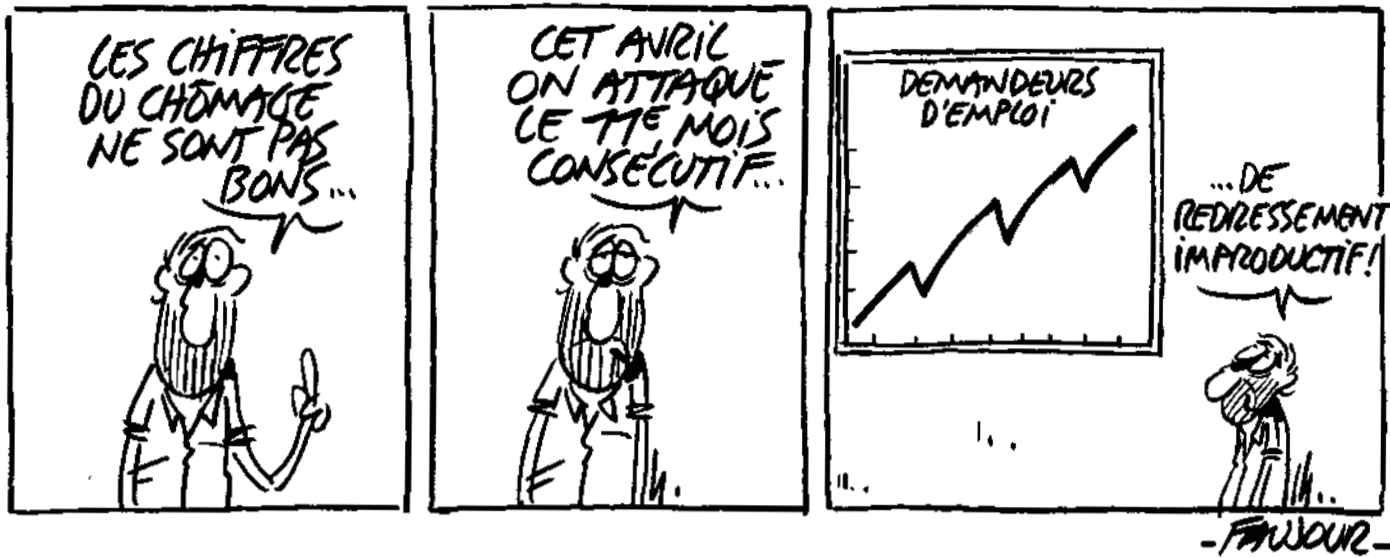
Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	1 an	<input type="checkbox"/>	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	1 an	<input type="checkbox"/>	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	1 an	<input type="checkbox"/>	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	1 an	<input type="checkbox"/>	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	1 an	<input type="checkbox"/>	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

66

C'est le nombre de jours de grève de la faim fait avant de mourir par Bobby Sands, militant de l'IRA et prisonnier politique. Dans ce bras de fer avec l'État anglais, Thatcher, alors Premier ministre, se sera montrée d'une intransigeance meurtrière.

AFFAIRE CAHUZAC

Les chiens de garde médiatiques

Si l'affaire Cahuzac en dit long sur les pratiques d'un certain nombre de dirigeants politiques qui imposent aux plus pauvres des « sacrifices » desquels ils choisissent de s'exempter, elle révèle également, une fois de plus, les connivences, pour ne pas dire les liens incestueux entre sphères politique, économique et médiatique.

Si il serait exagéré d'affirmer que les journalistes de Mediapart n'ont reçu le soutien d'aucun de leurs confrères, force est de constater que durant les quatre mois séparant les premières révélations du journal et les aveux de Cahuzac, le bruit médiatique dominant s'est résumé à une mise en cause de Mediapart et à une attitude particulièrement conciliante à l'égard du ministre. Nombre d'éditorialistes, de Laurent Joffrin à Christophe Barbier en passant par l'inénarrable Jean-Michel Apathie, ont ainsi choisi de taper sur Mediapart, contestant les méthodes d'investigation de ses journalistes, exigeant du journal qu'il produise des « preuves » (en contradiction manifeste avec le principe du secret des sources), et apportant du crédit aux mensonges de Cahuzac. Apathie écrivait ainsi sur Twitter, quelques jours avant les aveux du ministre: « Personne ne sait si Cahuzac a un compte en Suisse.

Bravo Mediapart, ça c'est du journalisme... ». Un des 80 (!) tweets de l'éditorialiste de RTL et de Canal plus au sujet de l'affaire, dans lesquels il n'a cessé de décrédibiliser Mediapart, messenger devenu accusé.

Tristes médias...

L'ensemble des journalistes n'a évidemment pas emboîté le pas de ces éditorialistes pour qui la parole des puissants est parole d'évangile, mais le moins que l'on puisse dire est que Mediapart n'a guère été soutenu par les autres médias qui ont, au mieux, fait état des révélations du journal en se dissimulant derrière des formules du type « selon le site Mediapart », sans chercher à les confirmer et entretenant, dès lors, la suspicion. De toute évidence, la stratégie de Cahuzac et de ses communicants a fonctionné auprès des grands médias, et les déjeuners du ministre, organisés depuis décembre, avec les équipes de Libération, de France Inter, du Point, du

Nouvel Observateur et de bien d'autres ont porté leurs fruits.

Au-delà de ces connivences et de ce suivisme à l'égard des classes dirigeantes, qui se manifestent par une sacralisation de la parole des puissants et par une autocensure de la plupart des journalistes, l'affaire Cahuzac révèle le triste état du paysage médiatique en France. Par souci d'économie, les grands médias exigent de leurs journalistes de publier des articles à la chaîne, ce qui interdit les enquêtes au long cours et les investigations dignes de ce nom. Et lorsque certains, comme Mediapart, tentent de pratiquer un journalisme qui se fixe pour premier objectif d'informer, et non d'être rentable, quitte à fragiliser les pouvoirs en place et l'ordre établi, les chiens de garde aboient. Cahuzac a démissionné et s'est excusé pour ses fautes. La moindre des choses serait que Barbier, Joffrin, Apathie et consorts en fassent de même.

Julien Salingue

NO COMMENT

Une dirigeante d'exception qui aura su, en toutes circonstances, défendre ses convictions et les faire gagner (...) Margaret Thatcher a maintenu le cap et tenu bon face à tous les conservatismes

JEAN-FRANÇOIS COPÉ, PRÉSIDENT DE L'UMP, dans "un vibrant hommage" rendu par communiqué le lundi 8 avril.

BIEN DIT

Margaret Thatcher fut le Premier ministre le plus diviseur et destructeur des temps modernes: chômage de masse, fermeture d'usines, des communautés détruites, voilà son héritage. Elle était une combattante et son ennemi était la classe ouvrière britannique. Ses victoires, elle les a obtenues grâce à l'aide des figures politiquement corrompues du Parti travailliste et de nombreux syndicats. C'est à cause des politiques mises en place par elle que nous sommes aujourd'hui dans cette situation. D'autres Premiers ministres ont suivi son exemple, notamment Tony Blair. Elle a tiré les ficelles, il fut sa marionnette. Souvenez-vous qu'elle a qualifié Mandela de terroriste et qu'elle a pris le thé avec Pinochet, ce tortionnaire et assassin. Comment lui rendre hommage? En privatisant ses obsèques. Faisons jouer la concurrence et allons au moins offrant. C'est ce qu'elle aurait fait.

KEN LOACH, RÉALISATEUR ANGLAIS.

ANI UN ENNEMI À ABATTRE



Mardi 9 avril, à l'appel de la CGT, FO, FSU et Solidaires, 120 000 personnes ont manifesté dans tout le pays. La lutte contre cet accord voulu par le Medef et le gouvernement doit continuer.

Voir article page 3

PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org
Diffusion: 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC). SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: Ross Harrold
Secrétaire de rédaction: Manu Bichindaritz
Rédacteur graphiste: Ambre Bragard
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT